

sée jusqu'au bout. Quoi qu'il advint, dût-elle avorter avec éclat, rien n'eût été pire que ce qui est arrivé, rien ne pouvait être plus dommageable à tous les grands intérêts des deux mondes; réussissait-elle, au contraire, par un hasard qui n'aurait pas été extraordinaire, quel bienfait universel! quel triomphe pour l'Amérique et pour l'Europe! A l'heure du siècle où nous sommes, au milieu de ces régions splendides où le regard ne distingue guère que des formes de peuples roulant confusément dans une agitation stagnante, il y aurait des Bourbons couronnés parmi des citoyens libres; peut-être les fils de don Carlos, ces infants que nous avons vus si douloureusement vivre et mourir pour leur pays et pour leur race, commanderaient-ils en paix à des nations prospères comme le Brésil. Et même la surabondance du sang de France étant venue en aide à l'Espagne pour remplir tous les trônes vides d'outre-mer, qui sait si Buenos-Ayres ou bien Mexico ne reposeraient pas aujourd'hui sous l'épée vaillante de quelqu'un de ces princes qui d'Anvers et de Constantine se sont montrés jusqu'à Saint-Jean d'Ulloa? C'est un des traits de notre histoire contemporaine que presque toujours la cause de la civilisation a perdu la partie sans même l'avoir jouée.

CHAPITRE VI.

POURQUOI L'ESPAGNE S'EST-ELLE RETIRÉE DE L'EXPÉDITION?

Nous n'avons nul dessein d'établir la moindre comparaison entre la négociation ébauchée sous la Restauration et la récente expédition franco-espagnole, mort-née sous nos yeux. Trop de différences, et des différences trop saisissantes, existent entre les situations respectives des deux gouvernements de Paris et de Madrid, pour qu'il soit besoin de s'y arrêter! Et pourtant, puisqu'en 1861, la France faisait ce qu'elle n'aurait jamais songé à faire en 1824, puisqu'elle s'infligeait la gigantesque tâche de régénérer à main armée le Mexique, n'y avait-il pas encore avantage pour elle à utiliser, avec son précieux concours, l'ambition légitime de l'Espagne? Nous souhaitons ardemment qu'une solution définitive, plus prompte et plus sûre, moins chanceuse et moins coûteuse, nous prouve vite notre erreur (1).

(1) Un des approbateurs les plus enthousiastes, et peut-être même un des inspireurs de l'expédition du Mexique, M. le sénateur

La cause de la rupture qui s'est produite à Orizaba par la retraite du général Prim et de ses soldats, remonte au jour où le ministre des affaires étrangères de France, M. Thouvenel, tout en conviant l'Espagne à son rêve familial d'une monarchie au Mexique, formulait d'avance une sorte de *veto* absolu contre la candidature de ses princes (1). Dès ce jour, l'alliance était défaite : l'Espagne fournissait déjà plus des deux tiers de la coopération armée; réclamer d'elle les sacrifices les plus lourds et lui imposer par surcroît une grande humiliation nationale, cela n'était pas possible, on s'enfermait de gaieté de cœur dans une contradiction dont l'issue fatale devait être un déchirement. Pourquoi, après tout,

Michel Chevalier, écrivait, au mois d'avril 1862, dans son travail intitulé *l'Expédition du Mexique* : « S'il était vrai, comme on l'a dit, qu'à la suite de la convention de la Solelad la troupe espagnole dût rentrer à Cuba, ce dont on peut douter, ce serait le plus grand des bonheurs possibles, je ne dirai pas pour nos soldats, qui sauront bien triompher de tous les obstacles, mais pour nos négociateurs. Ce serait comme si l'armée expéditionnaire avait gagné dix mille hommes, quoiqu'elle eût perdu de cinq à six mille auxiliaires. Il n'y a peut-être pas d'exagération à dire que si les troupes espagnoles restent avec les nôtres, il s'ensuivra la nécessité d'expédier des renforts. » Hélas ! il y avait *quelque exagération à le dire*; les Espagnols se sont retirés, ce ne sont pas des renforts, c'est toute une grande armée qu'il a fallu envoyer à leur place.

(1) Voir, à l'Appendice n° II, un extrait d'une dépêche de M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, à M. Barrot, ambassadeur de France à Madrid, en date du 15 octobre 1861.

cette exclusion ? de quelle raison politique la couvrir ? Vainement, pour adoucir la blessure, M. Thouvenel rappelait-il l'exemple de la Grèce où la France, l'Angleterre et la Russie s'étaient engagées à *n'accepter pour aucun de leurs princes le nouveau trône élevé par leurs communs efforts*. Les circonstances étaient tout autres : à Mexico où l'Espagne, il y quarante années à peine, dominait encore, elle retrouvait, elle était seule à retrouver des vestiges d'elle-même, un ensemble d'affinités naturelles et sociales, des traditions éparses, matière première indispensable pour la royauté future, vieux débris qui seraient les fondements du trône à venir ; mais parmi les trois puissances libératrices de la Grèce, en était-il une qui eût de pareils titres à invoquer sur cette contrée malheureuse, toute dépouillée de son passé, tout ensevelie sous ses propres ruines, nivelée, effacée, renouvelée par ses bouleversements, presque redevenue une terre vierge dans l'affreux dénûment où l'avaient tenue quatre siècles d'oppression musulmane ? Et puis, elle éclatait d'évidence et de sagesse, la pensée qui décidait la France, même au prix d'un acte d'abnégation personnelle, à ne pas souffrir à Athènes, au centre de la Méditerranée, à l'avant-garde de l'Orient, une vice-royauté britannique ou moscovite ; on aperçoit moins distinctement ce que nous aurions perdu à laisser grandir en Amérique notre voisine

des Pyrénées, qui pourra nous être une amie et une ennemie tour à tour, une rivale jamais !

A Dieu ne plaise, d'ailleurs, que la conduite de l'Espagne nous paraisse à l'abri de la critique !

A vrai dire, la retraite du général Prim et de ses troupes n'a rien qui nous étonne ; du moment que la candidature de l'archiduc Maximilien pour la monarchie mexicaine se parait des couleurs françaises, du moment que M. Almonte et quelques autres avaient la permission de l'arborer publiquement, presque officiellement, dans notre camp, à l'ombre de notre drapeau (1), il était difficile aux Espagnols de continuer à travailler et à se battre, sinon pour le roi de Prusse, du moins pour l'empereur d'Autriche. Oui, demander à la reine Isabelle de faire cet affront à son peuple et à sa dynastie, demander à la petite-fille de Louis XIV et de Philippe V de remettre la Maison de Hapsbourg là où ses aïeux avaient placé la Maison de France, de donner un démenti à ce qu'ils avaient poursuivi à travers tant de vicissitudes,

(1) On se rappelle le procès-verbal de la conférence des commissaires alliés, tenue à Orizaba, le 9 avril 1862. Le général Prim et le commodore Dunlop attestèrent l'un et l'autre que le général Almonte leur avait déclaré « qu'il comptait sur l'influence des trois puissances pour changer la forme du gouvernement du Mexique en une monarchie, et pour en placer la couronne sur la tête de l'archiduc Maximilien d'Autriche..., qu'il était sûr de l'appui des armes françaises. »

de renier en Amérique le testament de Charles II et le traité d'Utrecht qui forment ses titres devant l'Europe, c'était trop présumer de la bonne volonté humaine ! N'accusons pas la reine Isabelle ; le pays entier a prononcé comme sa souveraine : dans les dernières discussions des Cortès, ce que les voix les plus diverses de l'opposition ont reproché avec le plus d'insistance au ministère de M. Calderon Collantès et du maréchal O'Donnell, c'est précisément de n'avoir pas maintenu assez haut le droit des Bourbons, inséparable de l'honneur de l'Espagne. Écoutez le chef des *progressistes*, espèce de tiers-parti entre les conservateurs et les républicains, M. Olozaga : « Consentir silencieusement à ce que l'on fit l'indication d'un prince étranger pour le trône du Mexique est un fait digne de censure. L'Espagne ne pouvait ni ne devait appuyer d'autre candidature que celle d'un prince espagnol, sans porter préjudice à la nation et à la dynastie (1). » Écoutez surtout M. Antonio de Los Rios Rosas, le plus grand orateur de la Chambre des députés : « Depuis le testament de Charles II et la bataille d'Almanza, un trône autrichien est impossible. Si le gouvernement avait insisté, il y aurait eu au Mexique un trône national, et il aurait été créé une monarchie forte et durable,

(1) Chambre des députés de Madrid, séance du 40 janvier 1863.

d'autant mieux que les États-Unis, frappés d'impuissance, étaient hors d'état d'intervenir. La réponse du gouvernement espagnol au gouvernement français aurait dû être : *Un trône espagnol au Mexique, ou pas de trône* (1). »

Le tort de l'Espagne a été de ne pas percer dès le principe l'obscurité qui couvrait pour le lendemain du succès le terme suprême de l'entreprise, elle n'a point voulu la dissiper, de peur de faire manquer avec l'expédition ses propres combinaisons : à la candidature de l'archiduc Maximilien elle a opposé à peine quelques réserves vagues, dénuées de sanction (2); loin de les provoquer, elle a fui les explications décisives; elle a joué au plus fin, alors qu'elle n'était pas la plus forte; elle a marché en avant, espérant sans doute que par un débarquement rapide à la Vera-Cruz, elle déjouerait tous les projets ou les entraînerait en sa faveur. M. Almonte est survenu, qui n'a plus laissé d'incertitude sur le sé-

(1) Chambre des députés de Madrid, séance du 13 janvier 1863.

(2) Dépêche de M. Calderon Collantès à M. Mon, ambassadeur de S. M. Catholique à Paris, du 9 décembre 1861 : « La même ample liberté devra être laissée aux Mexicains pour choisir le souverain qui devra les gouverner, s'ils préfèrent la monarchie à la république. Mais le gouvernement de Sa Majesté ne pourra pas dissimuler qu'en ce cas il eroirait conforme aux traditions historiques et aux liens qui doivent unir les deux peuples, qu'un prince de la dynastie de Bourbon, ou intimement allié avec elle, fût préféré. »

rieux d'une candidature dont l'archiduc, hâtons-nous de le dire, était le plus innocent des hommes : peut-être l'Espagne aurait-elle dû par habileté, comme le remarquait un de ses généraux qui est en même temps un diplomate (1), marcher toujours, arriver la première, frapper à Mexico le coup le plus prompt et le plus ferme; au lieu de cela elle a reculé; engagée dans une fausse situation, elle l'a aggravée en présentant le mauvais exemple d'un allié qui déserte son allié en face du péril.

Ainsi a fini l'expédition franco-espagnole de 1862. Chose triste à penser ! une coopération destinée à nous créer, de l'un et de l'autre côté de l'Atlantique, des liens puissants de solidarité et d'amitié, a tourné contre elle-même; le dénoûment subit qui l'a brisée a rapproché de l'Angleterre l'Espagne, et du

(1) Discours du général Concha, marquis de la Havane, au Sénat de Madrid, séance du 22 décembre 1862. « Que voulaient, disait-il, les plénipotentiaires français ? Ils voulaient faire d'une manière ce que le comte de Reus se proposait de réaliser d'autre manière. Ils voulaient une amnistie et un Congrès. Dans les conférences d'Orizaba, le plénipotentiaire espagnol ne manifestait qu'une seule pensée, la retraite des troupes espagnoles. Mais le comte de Reus n'aurait pas eu besoin de s'adjoindre aux Français. Il aurait marché en avant. La discipline de nos troupes, leur bravoure et leur constance sont un sûr garant qu'il n'y aurait pas eu de conflit regrettable. Il n'y aurait eu qu'une lutte d'influence à Mexico, et là le comte de Reus, précédant les troupes alliées, aurait certainement eu la plus belle part d'influence. L'armée espagnole n'aurait pas été à la remorque de l'armée française, elle l'eût précédée. »

parti qui est notre ennemi au Mexique, le parti conservateur, le parti européen, le parti espagnol, à l'exception toutefois de Marquez, le lieutenant le plus décrié de Miramon. Et pour résoudre le problème soulevé à trois milles lieues de nos rivages, pour renverser Juarez comme pour l'œuvre infiniment plus embrouillée et plus longue de le remplacer, la France est demeurée seule!

CHAPITRE VII.

QUE VA FAIRE LA FRANCE AU MEXIQUE?

Mais ici se présente une question : que va faire la France au Mexique?

Nous n'avons, pour nous orienter en une matière aussi délicate, parmi les conjectures les plus diverses et les commentaires les plus contradictoires, que le discours de M. Billault au Corps législatif, le 27 juin 1862. A entendre l'orateur officiel, appuyé par les proclamations récentes du général Forey, la France appellerait au scrutin tous les citoyens et les inviterait à se prononcer sur les mérites de leur gouvernement; elle serait décidée, pour son compte, à ne jamais négocier avec Juarez, à moins toutefois que le suffrage universel ne le renvoyât au pouvoir d'où nos armes l'auraient précipité, car alors, ajoutait M. le ministre sans portefeuille, *si le gouvernement de Juarez convient aux Mexicains, ainsi soit-il!*

Nonobstant ces déclarations, nous avons peine à croire qu'il suffise à un grand peuple d'assister en amateur au spectacle, d'ailleurs très-amusant, de